

L'article 14 de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 précité est applicable aux chargés de mission, tels que visés à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 5. Les dispositions relatives aux indemnités de réintégration et aux indemnités de départ, définies aux articles 21 et suivants de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 précité restent entièrement applicables aux chargés de mission, visés à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2017.

Art. 7. Le ministre qui a l'Agenda numérique dans ses attributions, le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions et le ministre qui a le Budget dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 février 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agenda numérique,
A. DE CROO

Le Ministre chargé de la Fonction publique,
S. VANDEPUT

La Ministre du Budget,
S. WILMES

Artikel 14 van het hogervermelde koninklijk besluit van 29 oktober 2001 is van toepassing op opdrachthouders, bedoeld in artikel 2 van dit besluit.

Art. 5. De bepalingen betreffende de herintegratievergoedingen en beëindigingsvergoedingen, opgenomen in artikel 21 en volgende van het bovenvermelde koninklijk besluit van 29 oktober 2001 blijven onverminderd van toepassing op de opdrachthouders, bedoeld in artikel 2 van dit besluit.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2017.

Art. 7. De minister bevoegd voor de Digitale Agenda, de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken en de minister bevoegd voor Begroting, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 februari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Digitale Agenda,
A. DE CROO

De Minister belast met Ambtenarenzaken,
S. VANDEPUT

De Minister van Begroting,
S. WILMES

SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION, SERVICE PUBLIC FEDERAL TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION, SERVICE PUBLIC FEDERAL BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION ET SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT

[C - 2017/10836]

22 FEVRIER 2017. — Arrêté royal portant création du Service public fédéral Stratégie et Appui

RAPPORT AU ROI

Sire,

Afin d'assurer une plus grande efficacité des administrations fédérales et d'améliorer les services fournis aux citoyens et aux entreprises, le gouvernement a décidé de réaliser une intégration et une amélioration des processus d'appui communs au sein des SPF verticaux et des autres services publics fédéraux. L'une des manières d'y parvenir est de créer un Service public fédéral Stratégie et Appui. Le Service public fédéral Stratégie et Appui est institué à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Le Service public fédéral Budget et Contrôle de la gestion, le Service public fédéral Personnel et Organisation et le Service public fédéral Technologie de l'Information et de la Communication, ainsi que les services qui en dépendent, et la cellule centrale, instituée au Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, qui est chargée des missions liées au Service interne pour la prévention et la protection au travail, seront réunis au sein du nouveau Service public fédéral Stratégie et Appui.

Les missions principales du Service public fédéral Stratégie et Appui sont énumérées à l'article 2 du présent arrêté. Toutes les missions existantes qui ont jusqu'à présent été exécutées par le Service public fédéral Budget et Contrôle de la gestion, le Service public fédéral Personnel et Organisation et le Service public fédéral Technologie de l'Information et de la Communication, ainsi que par les services qui en dépendent, et par la cellule centrale, instituée au Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, qui est chargée des missions liées au Service interne pour la prévention et la protection au travail, seront exécutées par le Service public fédéral Stratégie et Appui à partir du 1^{er} mars 2017.

Le Service public fédéral Stratégie et Appui peut accepter d'exécuter une ou plusieurs missions pour tout autre service ou autorité administrative.

L'orientation client du nouveau Service public fédéral se reflète également dans le groupe de pilotage clients institué à l'article 6.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE, FEDERALE OVERHEIDSDIENST INFORMATIE- EN COMMUNICATIETECHNOLOGIE, FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUDGET EN BEHEERSCONTROLE EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU

[C - 2017/10836]

22 FEBRUARI 2017. — Koninklijk besluit houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Om een grote efficiëntie van de federale administraties te verzekeren en de dienstverlening aan de burgers en de bedrijven te verbeteren, besliste de regering om een integratie en verbetering van de gemeenschappelijke ondersteunende processen binnen de verticale FOD's en de andere federale overheidsdiensten te realiseren. Eén van de manieren om dit te realiseren is de oprichting van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning. De Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning wordt opgericht in artikel 1 van dit besluit.

De Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole, de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie en de Federale Overheidsdienst Informatie- en Communicatietechnologie en de diensten die ervan afhangen alsook de centrale cel, opgericht bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, die belast is met de opdrachten betreffende de Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op het Werk, worden samengebracht in de nieuwe Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning.

De voornaamste opdrachten van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning worden opgesomd in artikel 2 van het besluit. Alle bestaande opdrachten die tot nu toe werden uitgevoerd door de Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole, de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie en de Federale Overheidsdienst Informatie- en Communicatietechnologie en de diensten die ervan afhangen als ook de centrale cel, opgericht bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, die belast is met de opdrachten betreffende de Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op het Werk, worden vanaf 1 maart 2017 uitgevoerd door de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning.

De Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning kan aanvaarden één of meerdere opdrachten uit te voeren voor elke andere dienst of administratieve overheid.

De klantgerichtheid van de nieuwe Federale Overheidsdienst vindt ook haar weerslag in de klantenstuurgroep opgericht in artikel 6.

Afin de parvenir à l'amélioration de l'efficacité et de la synergie, le G-Cloud a également été créé. Il s'agit d'un programme de projets de synergie dans le domaine ICT au sein de l'autorité fédérale. Le G-Cloud vise une coopération maximale entre les services publics fédéraux en ce qui concerne l'infrastructure ICT de base (centres de données, serveurs, réseaux, logiciels système, plateformes de développement, composants et applications standard, ...). Le but est d'aligner le niveau des services ICT des services publics (fédéraux) voire de l'augmenter, d'offrir aux citoyens et aux entreprises des plateformes ICT de service intégré, de mettre à disposition plus rapidement les évolutions technologiques et, grâce aux effets d'échelle obtenus et aux partages des coûts, de réduire considérablement le coût total de la gestion de l'infrastructure ICT de base.

Le G-Cloud ne s'adresse pas aux applications business spécifiques au service de chaque service public fédéral, même si, dans ce domaine-là aussi, des synergies entre services publics peuvent être utiles.

L'article 3 du présent arrêté prévoit que le Service public fédéral Stratégie et Appui est dirigé par le président du Comité de direction et six directeurs généraux.

L'article 4 définit les 6 directions générales du Service public fédéral Stratégie et Appui :

- 1° Budget et Évaluation de la politique;
- 2° Transformation Digitale;
- 3° Recrutement et développement;
- 4° Secrétariat social PersoPoint;
- 5° Comptable fédéral/Procurement;
- 6° Service d'appui interne.

La direction générale Budget et Evaluation de la politique comprend premièrement les missions des deux directions générales actuelles : la DG Assistance à l'élaboration du budget et la DG Service macrobudgétaire du SPF B&CG. Ensuite, l'objectif est également de les enrichir de l'aspect « évaluation de la politique » et de les approfondir en offrant des services qui assisteront de façon optimale la gestion du cycle de politique intégrale. Dans cette direction générale, l'accent sera également mis sur la gestion de l'organisation avec une attention particulière à l'intégrité.

La direction générale Transformation Digitale devient le moteur du changement numérique au sein de l'Administration fédérale et accompagne les étapes ultérieures que l'Administration fédérale franchira dans le monde numérique, avec une attention particulière aux citoyens et aux entreprises. Dans ce cadre, elle comprend les missions réformées du Service public fédéral Technologie de l'Information et de la Communication.

La direction générale Recrutement et Développement sera le centre de services qui encadre les membres du personnel à partir du recrutement et de la sélection jusqu'à la fin de leur carrière. A cet effet, la direction générale preste des services RH aux agents, aux candidats agents et aux services publics. En outre, elle se charge de l'élaboration de la réglementation applicable à la fonction publique fédérale ainsi que de l'exécution des contrôles administratifs. Empreva est intégré dans cette direction générale. Cette direction générale agit également en tant que centre d'expertise pour la gestion et l'appui des transformations opérationnelles au sein de l'Administration fédérale. C'est pourquoi la transformation des processus et de l'organisation est intégrée dans cette direction générale.

La direction générale Secrétariat social PersoPoint fait office de centre de services et d'expertise en matière d'administration du personnel et des salaires pour ses organisations clientes et le Service public fédéral Stratégie et Appui. Le Secrétariat social PersoPoint collabore étroitement avec le centre de services Recrutement et Développement du personnel.

La direction générale Comptable fédérale/Procurement comporte le service marchés publics du SPF P&O. Les missions de la direction générale Comptable fédérale du SPF B&CG en feront également partie. Cette direction générale évoluera vers un centre de services moyennant la mise en œuvre d'e-invoicing et comprend la possibilité de centraliser les processus comptables.

Chacun des 3 SPF horizontaux (SPF P&O, SPF B&CG et FEDICT) dispose actuellement de ses propres services d'encadrement : P&O, Budget et Comptabilité, IT, Facility, Communication... Pour des raisons d'efficacité, le Service public fédéral Stratégie et Appui disposera d'un service d'appui interne unique qui exécutera les différentes missions. Il s'agit de la direction générale Service d'appui interne (SAI).

L'article 5 prévoit que le directeur général de la direction générale Recrutement et Développement exerce la fonction d'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'administration fédérale.

Met het oog op verhoogde efficiëntie en synergie werd ook de G-Cloud gecreëerd. Het is een programma van synergieprojecten op het vlak van ICT binnen de federale overheid. De G-Cloud streeft naar een maximale samenwerking tussen federale overheidsdiensten op het vlak van de basis-ICT-infrastructuur (datacenters, servers, netwerken, systeemsoftware, ontwikkelingsplatformen, standaardcomponenten en -toepassingen, ...). Het heeft tot doel om het ICT-dienstverleningsniveau van de (federale) overheidsdiensten gelijk te schakelen en te verhogen, ICT-platformen aan te bieden voor geïntegreerde dienstverlening aan burgers en ondernemingen, technologische evoluties sneller beschikbaar te maken en, door de bereikte schaafeffecten en kostendelingen, de totale kost voor het beheer van de basis-ICT-infrastructuur aanzienlijk te verminderen.

De G-Cloud richt zich niet op de dienst-specifieke businesstoepassingen van elke federale overheidsdienst, hoewel ook op dat vlak synergieën tussen overheidsdiensten nuttig kunnen zijn.

Artikel 3 van dit besluit bepaalt dat de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning wordt geleid door de voorzitter van het Directiecomité en zes directeuren-generaal.

Artikel 4 definieert de 6 directoraten-generaal van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning:

- 1° Begroting en Beleidsevaluatie;
- 2° Digitale Transformatie;
- 3° Rekrutering en Ontwikkeling;
- 4° Sociaal Secretariaat PersoPoint;
- 5° Federale accountant/Procurement;
- 6° Interne Ondersteunende Dienst.

Het directoraat-generaal Begroting en Beleidsevaluatie omvat ten eerste de opdrachten van de huidige twee directoraten-generaal: de DG Begeleiding Begroting en de DG Macrobudgettaire dienst van de FOD B&B. Vervolgens is het ook de bedoeling om deze te verrijken met het aspect beleidsevaluatie en te verdiepen met het aanbieden van services die het voeren van de integrale beleidscyclus nog optimaler zullen ondersteunen. Binnen dit directoraat-generaal zal ook ingezet worden op organisatiebeheersing met bijzondere aandacht voor integriteit.

Het Directoraat-generaal Digitale Transformatie wordt de motor van de digitale verandering binnen de Federale Overheid en begeleidt de verdere stappen die de Federale Overheid zal zetten in de digitale wereld met een bijzondere focus op burgers en ondernemingen. In dat kader worden de hervormde opdrachten van de Federale Overheidsdienst Informatie- en Communicatietechnologie hierin ondergebracht.

Het Directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling wordt het dienstencentrum dat de personeelsleden begeleidt van de rekrutering en de selectie tot het einde van hun loopbaan. Daartoe levert dit directoraat-generaal HR-diensten aan ambtenaren, kandidaat-ambtenaren en overheidsdiensten. Daarnaast staat dit directoraat-generaal in voor het uitwerken van de regelgeving van toepassing op het Federaal Openbaar Ambt, alsook voor het uitvoeren van de administratieve controles. Empreva wordt geïntegreerd in dit directoraat-generaal. Dit directoraat-generaal fungeert ook als expertisecentrum voor de aansturing en ondersteuning van operationele transformatie binnen de federale overheid. Daarom wordt de proces- en organisatie-transformatie samengebracht in dit directoraat-generaal.

Het Directoraat-generaal Sociaal Secretariaat PersoPoint fungeert als diensten- en expertisecentrum inzake personeels- en loonadministratie voor haar klantorganisaties en de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning. Het sociaal secretariaat PersoPoint werkt nauw samen met het dienstencentrum Rekrutering en Personeelsontwikkeling.

In het Directoraat-generaal Federale Accountant/Procurement wordt de dienst overheidsopdrachten van de FOD P&O ondergebracht. De opdrachten van het directoraat-generaal Federal Accountant van de FOD B&B zullen daar eveneens deel van uitmaken. Dit directoraat-generaal zal evolueren naar een dienstencentrum mits de implementatie van e-invoicing en houdt de mogelijkheid in voor centralisatie van de boekhoudkundige processen.

Elk van de 3 horizontale FOD's (FOD P&O, FOD B&B en FEDICT) beschikt momenteel over zijn eigen interne ondersteunende diensten: P&O, Begroting en Boekhouding, IT, Facility, Communicatie, Om efficiëntieredenen zal de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning beschikken over één interne ondersteunende dienst die de verscheidene opdrachten zal uitvoeren. Dit is het Directoraat-generaal Interne ondersteunende dienst (IOD).

Artikel 5 bepaalt dat de directeur-generaal van het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van functie uitoefent van Afgevaardigd Bestuurder van SELOR - Selectiebureau van de Federale Overheid.

Le Directeur-général Recrutement et Développement veillera à l'indépendance et l'objectivité des sélections. Afin de renforcer cette indépendance et objectivité, des garanties supplémentaires seront élaborées, sous la forme d'un code déontologique, à signer par chaque membre du jury de sélection ou examen, garantissant l'égalité de traitement de chaque candidat. En outre, pour chaque sélection ou examen, il sera systématiquement appliqué le même niveau de qualité, la même approche et méthodologie ayant comme point central l'intégrité, l'objectivité et l'indépendance.

Le groupe de pilotage clients est institué à l'article 6 du présent arrêté. Il s'agit d'un groupe de pilotage au sein duquel les clients peuvent donner leur avis sur les missions du Service public fédéral Stratégie et Appui.

Le retour des clients est important pour l'efficacité et la convivialité de la prestation de services. Le comité de direction motivera les cas où il ne suit pas un avis du groupe de pilotage clients.

L'article 7 prévoit que le Service public fédéral Stratégie et Appui reprend les services du Service public fédéral Budget et Contrôle de la gestion, du Service public fédéral Personnel et Organisation et du Service public fédéral Technologie de l'Information et de la Communication, et les services qui en dépendent ainsi que le Service interne pour la prévention et la protection au travail institué au sein du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

L'article 8 du présent arrêté abroge les arrêtés royaux instituant le Service public fédéral Personnel et Organisation, le Service public fédéral Technologie de l'Information et de la Communication et le Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion.

L'article 9 prévoit que le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2017.

L'article 10 prévoit que le Ministre qui a l'Agenda numérique dans ses attributions, la Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, et la Ministre qui a le Budget dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Agenda numérique,
A. DE CROO

La Ministre de la Santé publique,
M. DE BLOCK

Le Ministre chargé de la Fonction publique,
S. VANDEPUT

La Ministre du Budget,
S. WILMES

AVIS 60.732/4 DU 18 JANVIER 2017 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRETE ROYAL 'PORTANT CREATION DU SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI'

Le 22 décembre 2016, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant création du Service public fédéral Stratégie et Appui'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 18 janvier 2017.

La chambre était composée de Pierre Liénardy, président de chambre, Martine Baguet et Bernard Blero, conseillers d'Etat, Sébastien Van Drooghenbroeck et Jacques Englebert, assesseurs, et Colette Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger Wimmer, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine Baguet.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 janvier 2017.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la

De directeur-generaal Rekrutering en Ontwikkeling zal waken over de onafhankelijkheid en objectiviteit van de selecties. Om deze onafhankelijkheid en objectiviteit nog te versterken zullen er bijkomende garanties uitgewerkt worden, onder de vorm van een deontologische code die een gelijke behandeling van elke kandidaat verzekert, te ondertekenen door elk jurylid voor elke selectie of examen. Daarnaast wordt consequent voor elke selectie of examen hetzelfde niveau van kwaliteit, aanpak en methodologie gehanteerd waarbij integriteit, objectiviteit en onafhankelijkheid centraal staan.

De klantenstuurgroep wordt opgericht in artikel 6 van dit besluit. Dit is een stuurgroep waarbinnen de klanten hun advies kunnen geven over de opdrachten van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning.

De feedback van klanten is belangrijk voor de efficiëntie en klantvriendelijkheid van de dienstverlening. Het directiecomité zal motiveren waarom het een advies van de klantenstuurgroep mogelijk niet volgt.

Artikel 7 bepaalt dat de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning de diensten van de Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole, de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie en de Federale Overheidsdienst Informatie- en Communicatietechnologie en de diensten die ervan afhangen, overneemt, als ook de Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op het Werk opgericht bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

Artikel 8 van dit besluit heft de koninklijke besluiten op waarbij de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie, de Federale Overheidsdienst Informatie- en Communicatietechnologie en de Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole werden opgericht.

Artikel 9 bepaalt dat dit besluit in werking treedt op 1 maart 2017.

Artikel 10 bepaalt dat de minister bevoegd voor Digitale Agenda, de minister bevoegd voor Volksgezondheid, de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken, en de minister bevoegd voor Begroting, ieder wat hem betreft, belast zijn met de uitvoering van dit besluit.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Digitale Agenda,
A. DE CROO

De Minister van Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

De Minister belast met Ambtenarenzaken,
S. VANDEPUT

De Minister van Begroting,
S. WILMES

ADVIES 60.732/4 VAN 18 JANUARI 2017 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'HOUDENDE OPRICHTING VAN DE FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING'

Op 22 december 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 18 januari 2017.

De kamer was samengesteld uit Pierre Liénardy, kamervoorzitter, Martine Baguet en Bernard Blero, staatsraden, Sébastien Van Drooghenbroeck en Jacques Englebert, assessoren, en Colette Gigot, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger Wimmer, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine Baguet.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 januari 2017.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de

compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Compétence de la section de législation

Les dispositions de l'arrêté en projet se limitent à créer, au sein de l'administration fédérale, le « Service public fédéral Stratégie et Appui », à fixer ses missions et à régler son organisation.

Ces dispositions sont dépourvues du caractère réglementaire requis par l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, pour qu'elles relèvent de la compétence d'avis de la section de législation (1).

La section de législation n'est par conséquent pas compétente pour donner un avis sur ces dispositions (2).

Seul l'article 5 du projet, lequel vise à régler le statut administratif du membre du personnel concerné revêt le caractère réglementaire requis par l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Examen du projet

Préambule

1. A l'alinéa 1^{er} du préambule, il convient de remplacer les mots « l'article 37 » par les mots « les articles 37 et 107, alinéa 2, ».

2. L'alinéa suivant doit être inséré entre les alinéas 10 et 11 du préambule :

« Vu l'avis 60.732/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 janvier 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ; ».

Dispositif

L'article 5 du projet entend confier au directeur général de la direction générale Recrutement et Développement du service public fédéral Stratégie et Appui l'exercice de « la fonction de l'administrateur délégué de SELOR – Bureau de Sélection de l'administration fédérale ».

Le dossier ne contient aucune information en ce qui concerne les modalités selon lesquelles l'indépendance de Selor dans l'organisation des épreuves et l'objectivité des sélections réalisées seront garanties à l'avenir.

A cet égard, le projet gagnerait à être complété par un rapport au Roi, dans lequel le cadre de la présente réforme sera plus amplement exposé.

(1) Voir notamment l'avis 56.335/2, donné le 4 juin 2014, sur un projet devenu l'arrêté royal du 10 octobre 2014 'portant création du Centre pour la Cybersécurité Belgique'.

(2) Voir le Rapport annuel 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, onglet « L'institution », pp. 35 et sv.

Le greffier,
C. Gigot .

Le président,
P. Liénardy.

22 FEVRIER 2017. — Arrêté royal portant création du Service public fédéral Stratégie et Appui

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 2001 portant création du Service public fédéral Personnel et Organisation;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 2001 portant création du Service public fédéral Technologie de l'Information et de la Communication;

Vu l'arrêté royal du 15 mai 2001 portant création du Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion;

Vu l'arrêté royal du 11 mars 2005 portant création d'un service commun pour la prévention et la protection au travail pour certains services publics fédéraux;

Vu la dispense d'analyse d'impact sur la base de l'article 8, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative;

Vu les avis des inspecteurs des finances, donnés le 16 octobre 2016, le 20 octobre 2016 et le 30 novembre 2016;

voornemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bevoegdheid van de afdeling Wetgeving

Bij de bepalingen van het ontworpen besluit wordt binnen de federale overheid de "Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning" opgericht, worden de opdrachten ervan bepaald en de organisatie ervan geregeld, meer niet.

Die bepalingen zijn niet van reglementaire aard in de zin van artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zodat ze niet onder de adviesbevoegdheid van de afdeling Wetgeving vallen (1).

Bijgevolg is de afdeling Wetgeving niet bevoegd om over die bepalingen van advies te dienen (2).

Alleen artikel 5 van het ontwerp, dat ertoe strekt het administratief statuut te regelen van het personeelslid in kwestie, is van reglementaire aard in de zin van artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. In het eerste lid van de aanhef dienen de woorden "het artikel 37" vervangen te worden door de woorden "de artikelen 37 en 107, tweede lid,".

2. Het volgende lid moet worden ingevoegd tussen het tiende en elfde lid van de aanhef:

"Gelet op advies 60.732/4 van de Raad van State, gegeven op 18 januari 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

Dispositief

Artikel 5 van het ontwerp strekt ertoe aan de directeur-generaal van het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de federale overheidsdienst Beleid en Ondersteuning de "functie van Afgevaardigd Bestuurder van SELOR – Selectiebureau van de Federale Overheid" toe te vertrouwen.

Het dossier bevat geen enkele informatie aangaande de wijze waarop de onafhankelijkheid van SELOR bij de organisatie van de examens en de objectiviteit van de uitgevoerde selecties in de toekomst gewaarborgd zal worden.

In dat opzicht verdient het aanbeveling om het ontwerp aan te vullen met een verslag aan de Koning teneinde daarin het kader van deze hervorming uitvoeriger uiteen te zetten.

(1) Zie inzonderheid advies 56.335/2, gegeven op 4 juni 2014, over een ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan het koninklijk besluit van 10 oktober 2014 'tot oprichting van het Centrum voor Cybersecurity België'.

(2) Zie het jaarverslag 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, tab "De instelling", 35 en volgende.

De griffier,
C. Gigot .

De voorzitter,
P. Liénardy.

22 FEBRUARI 2017. — Koninklijk besluit houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 2001 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 2001 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Informatie- en communicatietechnologie

Gelet op het koninklijk besluit van 15 mei 2001 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 maart 2005 tot oprichting van een gemeenschappelijke dienst voor preventie en bescherming op het werk voor sommige federale overheidsdiensten;

Gelet op de vrijstelling van een impactanalyse op basis van artikel 8, § 1, 4^o, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op de adviezen van de inspecteurs van financiën, gegeven op 16 oktober 2016, 20 oktober 2016 en 30 november 2016;

Vu l'accord de la Ministre du Budget du 5 décembre 2016;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique du 25 octobre 2016;

Vu l'avis 60.732/4 du Conseil d'État, donné le 18 janvier 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État;

Vu le protocole n° 728 du 4 janvier 2017 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Considérant que SELOR - Bureau de sélection de l'Administration fédérale est intégré dans le SPF Stratégie et Appui;

Considérant que des services et des institutions publiques fédérales ont créé un lien de coopération, appelé « G-Cloud », afin de se fournir mutuellement des services informatiques dans une finalité de réutilisation de ces services;

Sur la proposition du Ministre de l'Agenda numérique, de la Ministre de la Santé publique, du Ministre chargé de la Fonction publique et de la Ministre du Budget,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le Service public fédéral Stratégie et Appui est créé le 1 mars 2017 sous l'autorité des Ministres qui sont compétents pour la Fonction Publique, le Budget et l'Agenda Numérique.

Art. 2. Le Service public fédéral Stratégie et Appui se voit notamment confier les missions suivantes :

1° coordonner la stratégie de communication interne de l'autorité fédérale et l'information aux citoyens, les entreprises et aux médias et, dans ce cadre, soutenir des initiatives de l'autorité fédérale, sans préjudice des missions de la Service public fédéral Chancellerie;

2° élaborer le budget et assurer l'accompagnement et le suivi du processus budgétaire de l'autorité fédérale;

3° conceptualiser et rédiger les propositions stratégiques et la réglementation relatives au budget et à la comptabilité de l'État fédéral;

4° le contrôle sur les dépenses;

5° en qualité de comptable fédéral, établir les comptes et assurer l'accompagnement et le suivi du processus comptable de l'autorité fédérale;

6° assurer le contrôle préventif de l'intégrité;

7° constituer un centre d'expertise pour la recherche, l'élaboration et le développement de méthodes, normes et techniques en matière de budget, de contrôle de la gestion et de rapportage;

8° exercer un rôle de soutien pour les matières visées sous les points 3° à 7° inclus;

9° effectuer des recherches et des analyses consacrées aux évolutions budgétaires réelles, attendues et souhaitées des pouvoirs publics et de leurs différents sous-secteurs;

10° mettre en œuvre l'administration des salaires et du personnel pour les clients de la direction générale Secrétariat social PersoPoint;

11° soutenir et conseiller l'autorité fédérale concernant l'administration des salaires et du personnel;

12° coordonner et organiser le Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux; apporter ses conseils dans le domaine de la concertation avec les organisations syndicales représentatives;

13° conceptualiser et rédiger les propositions stratégiques et la réglementation relatives à la fonction publique administrative fédérale;

14° le contrôle administratif;

15° organiser, définir et coordonner la stratégie globale en matière de personnel et d'organisation au sein de l'autorité fédérale;

16° apporter son soutien et ses conseils et prester des services concernant tous les aspects du recrutement et de la sélection, de la carrière, de l'apprentissage et du développement des fonctionnaires et concernant la politique en matière de personnel en général au sein de l'autorité fédérale;

17° partager des connaissances et des bonnes pratiques en matière d'élaboration des politiques et de réglementation relative à la fonction publique administrative fédérale;

18° déterminer la politique d'achat, le soutien dans le domaine des marchés publics, en ce compris le conseil juridique, la passation des marchés publics en tant que centrale d'achat, rassembler les informations stratégiques en matière de fournitures et de services;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 5 december 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister belast met Ambtenarenzaken van 25 oktober 2016;

Gelet op het advies nr. 60.732/4 van de Raad van State, gegeven op 18 januari 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het protocol nr. 728 van 4 januari 2017 van het Comité van de federale, de gemeenschaps- en gewestelijke overheidsdiensten;

Overwegende dat SELOR-Selectiebureau van de Federale Overheid wordt geïntegreerd in de FOD Beleid en Ondersteuning;

Overwegende dat federale overheidsdiensten- en instellingen een samenwerkingsverband hebben gecreëerd, 'G-Cloud' genaamd, om informaticadiensten aan elkaar ter beschikking te stellen met als doel hergebruik van deze diensten;

Op de voordracht van de Minister van Digitale Agenda, de Minister van Volksgezondheid, de Minister belast met Ambtenarenzaken en de Minister van Begroting,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning wordt opgericht op 1 maart 2017 onder het gezag van de Ministers bevoegd voor Ambtenarenzaken, Begroting en Digitale Agenda.

Art. 2. De Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning heeft met name de volgende opdrachten :

1° de coördinatie van de interne communicatiestrategie van de federale overheid en van de informatie naar de burger, ondernemingen en de media, en ondersteuning in dit kader van initiatieven van de federale overheid, zonder afbreuk te doen aan de opdrachten van de Federale Overheidsdienst Kanselarij;

2° de opmaak van de begroting en de begeleiding en de opvolging van het begrotingsproces van de federale overheid;

3° het conceptualiseren en het opstellen van de beleidsvoorstellen en van de regelgeving inzake de begroting en de comptabiliteit van de federale Staat;

4° de controle op de uitgaven;

5° de opmaak van de rekeningen en de begeleiding en de opvolging van het boekhoudkundig proces van de federale overheid, in zijn hoedanigheid van federale accountant;

6° de preventieve integriteitsbewaking;

7° het uitbouwen van een expertisecentrum voor het onderzoek, de opmaak en de ontwikkeling van methodes, normen en technieken inzake begroting, beheerscontrole en rapportering;

8° het vervullen van een ondersteunende rol inzake de aangelegenheden bedoeld in 3° tot en met 7°;

9° het verrichten van onderzoek en analyses inzake de reële, de te verwachten en de wenselijke budgettaire evoluties van de gezamenlijke overheid en haar verschillende subsectoren;

10° het uitvoeren van de personeels- en loonadministratie voor de klanten van het directoraat-generaal Sociaal Secretariaat Persopoint;

11° het ondersteunen en verstrekken van advies aan de federale overheid betreffende personeels- en loonadministratie;

12° de coördinatie en de organisatie van het Comité van de federale, de gemeenschaps- en gewestelijke overheidsdiensten; het verlenen van advies betreffende het overleg met de representatieve vakorganisaties;

13° het conceptualiseren en het opmaken van de beleidsvoorstellen en van de regelgeving inzake het federaal administratief openbaar ambt;

14° de administratieve controle;

15° de organisatie, de omschrijving en de coördinatie van de globale strategie inzake personeel en organisatie binnen de federale overheid;

16° het ondersteunen, het adviseren en het verlenen van diensten betreffende alle aspecten van rekrutering en selectie, loopbaan, leren en ontwikkelen van de ambtenaar en betreffende het personeelsbeleid in het algemeen binnen de federale overheid;

17° het delen van kennis en van goede praktijken betreffende beleidsvorming en regelgeving inzake het federaal administratief openbaar ambt;

18° het bepalen van het aankoopbeleid; de ondersteuning bij overheidsopdrachten, met inbegrip van de juridische adviesverlening, het plaatsen van overheidsopdrachten als aankoopcentrale, het verzamelen van strategische informatie inzake leveringen en diensten;

19° assurer le contrôle de la santé des membres du personnel fédéral dans le but d'améliorer et de préserver le bien-être des travailleurs en prévenant les risques liés au travail;

20° fournir des conseils et un soutien aux services internes de prévention des services affiliés sur l'ergonomie, l'hygiène au travail, les aspects psychosociaux du travail et la sécurité au travail;

21° développer des initiatives culturelles, promotionnelles, divertissantes, formatrices et sportives au profit des fonctionnaires fédéraux;

22° l'élaboration et le suivi d'une stratégie numérique du gouvernement fédéral qui encourage l'ensemble des citoyens, des entreprises et des services publics en Belgique à utiliser les TIC de manière efficace, multifonctionnelle et sécurisée, et à pouvoir recourir à des processus numériques optimaux pour le traitement et l'échange d'informations;

23° la mise en œuvre d'un plan d'action numérique pour l'e-gouvernement et l'établissement de la stratégie de synergie entre les services publics, en concertation avec le « G-Cloud », ainsi que l'organisation et la gestion de l'agenda du « G-Cloud »;

24° coordonner et harmoniser les différents canaux de la communication numérique et assurer la gestion des informations destinées aux citoyens et aux entreprises, sans préjudice des missions de la Service public fédéral Chancellerie;

25° développer un centre d'expertise pour la transformation numérique de l'autorité fédérale et dans le domaine des nouvelles technologies numériques et de l'utilisation des données;

26° coordonner la politique d'ouverture et d'utilisation des informations du secteur public et l'harmonisation et la gestion du corpus de concepts;

27° assurer la représentation de l'autorité fédérale en Belgique et à l'étranger dans le domaine de l'e-gouvernement;

28° assurer le suivi des innovations technologiques et la diffusion de celles-ci au sein de l'autorité fédérale, la proposition ou l'évaluation de standards, notamment dans le domaine de l'interopérabilité et de la sécurité;

29° développer la législation dans le domaine de l'e-gouvernement;

30° veiller à ce que le 'G-Cloud' fournisse l'appui nécessaire à la transformation numérique de l'autorité fédérale notamment en assurant le secrétariat du 'G-Cloud' et des trois comités de concertation, en participant activement aux réunions du 'G-Cloud' et en faisant régulièrement rapport au gouvernement;

31° assurer le suivi de la réalisation de projets transversaux liés à la transformation numérique;

32° assurer un suivi de la cohérence des politiques entre la direction générale Transformation digitale et les initiatives du 'G-Cloud';

33° développer et gérer des services numériques et des plateformes qui permettent l'interaction numérique avec les citoyens et les entreprises et entre administrations;

34° organiser les échanges de données électroniques entre instances ainsi que l'accès intégré aux données en tant qu'intégrateur de service fédéral;

35° assurer le suivi des évolutions technologiques et réglementaires pour ce qui concerne les missions visées sous les points 22° à 34° inclus.

Le Service public fédéral Stratégie et Appui peut accepter de remplir une ou plusieurs missions reprises ci-dessus pour tout autre service ou autorité administrative.

Art. 3. L'organigramme du Service public fédéral Stratégie et Appui comprend :

1° la fonction de président du Comité de direction;

2° 6 fonctions de management –1.

Art. 4. L'organigramme du Service public fédéral Stratégie et Appui comprend 6 directions générales :

1° Budget et Évaluation de la politique;

2° Transformation Digitale;

3° Recrutement et Développement;

4° Secrétariat social PersoPoint;

5° Comptable fédéral/Procurement;

6° Service d'appui interne.

19° het verzorgen van het gezondheidstoezicht van de federale personeelsleden met als doel het welzijn van de werknemers te bevorderen en te behouden door arbeidsgebonden risico's te voorkomen;

20° het geven van advies en de ondersteuning over ergonomie, bedrijfshygiëne, psychosociale aspecten van arbeid en arbeidsveiligheid aan de interne preventiediensten van de aangesloten diensten;

21° het ontwikkelen van culturele, promotionele, ontspannende, vormende en sportieve initiatieven ten behoeve van de federale ambtenaren;

22° het uitwerken en opvolgen van een digitale strategie van de federale regering die bevordert dat alle burgers, ondernemingen, organisaties en overheidsdiensten in België efficiënt, multifunctioneel en veilig gebruik kunnen maken van ICT en beroep kunnen doen op optimale digitale processen bij de verwerking en uitwisseling van informatie;

23° de implementatie van een digitaal actieplan voor e-government en het bepalen van de strategie van synergie tussen de openbare diensten, in overleg met de 'G-Cloud', als ook het organiseren en beheren van de agenda van de 'G-Cloud';

24° het coördineren en harmoniseren van de verschillende digitale communicatiekanalen en beheren van de informatie bestemd voor burgers en bedrijven, zonder afbreuk te doen aan de opdrachten van de Federale Overheidsdienst Kanselarij;

25° het uitbouwen van een expertisecentrum voor de digitale transformatie van de federale overheid en in het domein van de nieuwe digitale technologie en van het gebruik van gegevens;

26° het coördineren van het beleid van het ontsluiten en gebruik van overheidsinformatie en van de harmonisatie en het beheer van het geheel van concepten;

27° het vertegenwoordigen van de federale overheid in binnen- en buitenland op het vlak van e-government;

28° het opvolgen van technologische innovatie en verspreiding ervan binnen de federale overheid, het voorstellen of beoordelen van standaarden, onder andere op het vlak van interoperabiliteit en veiligheid;

29° het ontwikkelen van de wetgeving op het vlak van e-government;

30° ervoor zorgen dat de 'G-Cloud' de digitale transformatie van de federale administratie voldoende ondersteunt met name door het secretariaat waar te nemen van de 'G-Cloud' en van de drie overlegcomités, door actief deel te nemen aan de vergaderingen van de 'G-Cloud' en door op regelmatige basis verslag uit te brengen aan de regering;

31° het opvolgen van de uitvoering van transversale projecten verbonden aan de digitale transformatie;

32° het opvolgen van de coherentie van het beleid tussen het directoraat-generaal Digitale Transformatie en de initiatieven van de G-Cloud;

33° het ontwikkelen en beheren van digitale diensten en platformen met het oog op digitale interactie met burgers en ondernemingen en tussen administraties;

34° het organiseren van elektronische gegevensuitwisseling over instanties heen en de geïntegreerde ontsluiting van gegevens als federale dienstenintegrator;

35° het opvolgen van technologische en reglementaire evoluties met betrekking tot de opdrachten bedoeld in 22° tot en met 34°.

De Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning kan aanvaarden één of meerdere van de hierboven vermelde opdrachten uit te voeren voor elke andere dienst of administratieve overheid.

Art. 3. Het organogram van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning omvat :

1° de functie van voorzitter van het Directiecomité;

2° 6 managementfuncties –1.

Art. 4. Het organogram van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning omvat 6 directoraten-generaal :

1° Begroting en Beleidsevaluatie;

2° Digitale Transformatie;

3° Rekrutering en Ontwikkeling;

4° Sociaal Secretariaat PersoPoint;

5° Federale accountant/Procurement;

6° Interne Ondersteunende Dienst.

Art. 5. Le directeur général de la direction générale Recrutement et Développement exerce la fonction de l'administrateur délégué de SELOR - Bureau de sélection de l'administration fédérale.

Art. 6. Auprès du Service public fédéral Stratégie et Appui est créé un « groupe de pilotage clients », composé comme suit :

1° cinq représentants délégués par les présidents du comité de direction des services publics fédéraux réunis en collège;

2° trois représentants du collège des fonctionnaires dirigeants des institutions publiques de sécurité sociale;

3° deux représentants délégués par les fonctionnaires dirigeants des organismes d'intérêt public réunis en collège.

Le Groupe de pilotage clients élit chaque année, à tour de rôle parmi les représentants d'un des Collèges précités, un président parmi ses membres.

Le Groupe de pilotage clients transmet au Comité de direction du Service public fédéral Stratégie et Appui des avis sur les missions du Service public fédéral Stratégie et Appui. Si l'avis n'est pas suivi, le président du comité de direction motive dûment cette décision.

Art. 7. Le Service public fédéral Stratégie et Appui reprend les services du Service public fédéral Budget et Contrôle de la gestion, du service public fédéral Personnel et Organisation et du Service public fédéral Technologie de l'Information et de la Communication, ainsi que les services qui en dépendent.

Le Service public fédéral Stratégie et Appui reprend la cellule centrale, créée au sein du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, qui est chargée des missions visées aux articles 5 et 7 de l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif au Service interne pour la Prévention et la Protection au Travail.

Art. 8. L'arrêté royal du 11 mai 2001 portant création du Service public fédéral Personnel et Organisation est abrogé.

L'arrêté royal du 11 mai 2001 portant création du Service public fédéral Technologie de l'Information et de la Communication est abrogé.

L'arrêté royal du 15 mai 2001 portant création du Service public fédéral Budget et Contrôle de la Gestion est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2017.

Art. 10. Le ministre qui a l'Agenda numérique dans ses attributions, la ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, et la ministre qui a le Budget dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 février 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agenda numérique,
A. DE CROO

La Ministre de la Santé publique,
M. DE BLOCK

Le Ministre chargé de la Fonction publique,
S. VANDEPUT

La Ministre du Budget,
S. WILMES

Art. 5. De directeur-generaal van het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling oefent de functie uit van Afgevaardigd Bestuurder van SELOR - Selectiebureau van de Federale Overheid.

Art. 6. Bij de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning wordt een Klantenstuurgroep opgericht, die samengesteld is uit :

1° vijf vertegenwoordigers afgevaardigd door de in college vergaderde voorzitters van het directiecomité van de federale overheidsdiensten;

2° drie vertegenwoordigers van het college van de leidend ambtenaren van de openbare instellingen van sociale zekerheid;

3° twee vertegenwoordigers afgevaardigd door de in college vergaderde leidend ambtenaren van de instellingen van openbaar nut.

De Klantenstuurgroep kiest jaarlijks, afwisselend uit de vertegenwoordigers van één van de voormelde Colleges, een voorzitter onder haar leden.

De Klantenstuurgroep verstrekt aan het Directiecomité van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning adviezen betreffende de opdrachten van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning. Indien het advies niet gevolgd wordt, wordt dit met redenen omkleed door de Voorzitter van het Directiecomité.

Art. 7. De Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning neemt de diensten over van de Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole, de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie en de Federale Overheidsdienst Informatie- en Communicatietechnologie en de diensten die ervan afhangen.

De Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning neemt de centrale cel over, opgericht bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, die belast is met de opdrachten bedoeld in artikel 5 en artikel 7 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op het Werk.

Art. 8. Het koninklijk besluit van 11 mei 2001 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie wordt opgeheven.

Het koninklijk besluit van 11 mei 2001 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Informatie- en communicatietechnologie wordt opgeheven.

Het koninklijk besluit van 15 mei 2001 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2017.

Art. 10. De minister bevoegd voor Digitale Agenda, de minister bevoegd voor Volksgezondheid, de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken, en de minister bevoegd voor Begroting, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 februari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Digitale Agenda,
A. DE CROO

De Minister van Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

De Minister belast met Ambtenarenzaken,
S. VANDEPUT

De Minister van Begroting,
S. WILMES